

**PROJET DE RECOMMANDATION DE L'ICCAT POUR REMPLACER LA RECOMMANDATION 03-20 SUR
LES CRITÈRES VISANT À L'OCTROI DU STATUT DE PARTIE, ENTITÉ OU ENTITÉ
DE PÊCHE NON-CONTRACTANTE COOPÉRANTE À L'ICCAT**

(Proposition d'amendement soumise par le Japon)

Contexte

- La possibilité d'une contribution financière de la part des Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes (Parties non-contractantes coopérantes) a été discutée par le STACFAD et le Groupe de travail virtuel sur une position financière durable (VWG-SF). Cette question est importante pour i) améliorer la situation financière de la Commission et ii) assurer l'équité entre les CPC à la lumière de l'équilibre des droits (distribution des possibilités de pêche) et des devoirs (contributions financières).
- Le Japon a soumis un projet de recommandation visant à remplacer la Rec. 03-20 pour examen par le VWG-SF qui s'est réuni en 2020 et 2021, suivi de consultations bilatérales avec les CPC concernées.
- Le Japon, considérant que la proposition est désormais soutenue de manière générale par le VWG-SF, soumet le projet de recommandation à l'examen du STACFAD.
- Les principaux points de la proposition sont les suivants :
 - i) Les Parties non-contractantes coopérantes doivent verser une contribution financière volontaire annuelle correspondant à au moins [50]% du montant qu'elles devraient verser si elles devenaient Parties contractantes.
 - ii) Si cette Partie non-contractante coopérante ne fait pas de contribution volontaire, elle doit en expliquer la raison à la Commission.
 - iii) La Commission pourrait prendre en considération la situation du paiement des contributions volontaires lorsqu'elle décide des mesures de conservation et de gestion, y compris de l'allocation des possibilités de pêche.

RAPPELANT la *Résolution de l'ICCAT concernant la coordination avec les Parties non contractantes* [Réf. 94-6], adoptée à la 9^{ème} réunion extraordinaire de la Commission en 1994 et la *Résolution de l'ICCAT sur l'accès au statut de Partie, Entité ou Entité de pêche coopérante* [Réf. 01-17], adoptée à la 17^{ème} réunion ordinaire en 2001;

RECONNAISSANT qu'il est toujours nécessaire d'encourager les Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes, dont les bateaux pêchent des espèces relevant de la compétence de l'ICCAT dans la zone de la Convention ICCAT, de mettre en œuvre les mesures de conservation de l'ICCAT ;

RECONNAISSANT le besoin d'établir des critères précis visant à permettre aux Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes, dont les bateaux pêchent des espèces relevant de la compétence de l'ICCAT dans la zone de la Convention, d'accéder au statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante ;

**LA COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION
DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (ICCAT) RECOMMANDE CE QUI SUIT :**

1. Chaque année, le Secrétaire exécutif de l'ICCAT devra contacter toutes les Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes dont on sait qu'elles pêchent dans la zone de la Convention des espèces relevant de la compétence de l'ICCAT, en les priant instamment de devenir une Partie contractante à l'ICCAT ou à accéder au statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante. Ce faisant, le Secrétaire exécutif devra leur fournir un exemplaire de toutes les Recommandations et Résolutions pertinentes adoptées par la Commission.

2. Toute Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante qui aspire au statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante le sollicitera auprès du Secrétaire exécutif. Les demandes devront parvenir au Secrétaire exécutif au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours avant une réunion annuelle de l'ICCAT, pour pouvoir y être étudiées.
3. Toute Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante qui aspire au statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante devra fournir l'information suivante, pour que ce statut soit examiné par la Commission :
 - a) Si disponibles, les données de ses pêcheries historiques dans la zone de la Convention ICCAT, y compris les prises nominales, le numéro/type de bateaux, le nom des bateaux de pêche, l'effort de pêche et les zones de pêche ;
 - b) L'ensemble des données que les Parties contractantes sont tenues de soumettre à l'ICCAT aux termes des recommandations adoptées par l'ICCAT ;
 - c) Des informations détaillées sur les activités de pêche actuellement menées dans la zone de la Convention, sur le nombre de bateaux et les caractéristiques des bateaux ; et
 - d) L'information sur des programmes de recherche susceptibles d'avoir été menés dans la zone de la Convention et les résultats de cette recherche.
4. Tout aspirant au statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante devra également :
 - a) Confirmer son engagement à respecter les mesures de conservation et de gestion de la Commission ; et
 - b) Informer l'ICCAT des mesures qu'il a prises pour garantir le respect par ses navires des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT.
 - c) Confirmer son intention de verser une contribution financière volontaire annuelle correspondant à au moins [50]% du montant qu'elle devrait verser si elle devenait Partie contractante, conformément au schéma des contributions prévu à l'article X-2 de la Convention et à l'article 4-1 du Règlement financier.
5. Les Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes devront s'efforcer de fournir des contributions financières annuelles au budget de la Commission à partir de [2024]. Le montant des contributions annuelles conformément aux termes du paragraphe 4(c) ci-dessus devra être calculé par le Secrétariat et communiqué aux Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes au moins soixante (60) jours avant la réunion ordinaire de la Commission. Les Parties, Entités ou Entités de pêche non-contractantes coopérantes pourraient décider de distribuer tout ou partie de leurs contributions à des projets scientifiques et de recherche existants de l'ICCAT (par exemple, GBYP ou AOTTP) ou à des fonds spéciaux (par exemple, le Fonds de participation aux réunions ou le Fonds MCS). Si une Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante ne verse pas de contribution annuelle, elle devra en soumettre la raison à la Commission. La Commission pourrait prendre en compte les informations concernant le paiement des contributions volontaires d'une Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante lorsqu'elle examinera les mesures de conservation et de gestion, y compris les décisions concernant l'allocation des possibilités de pêche.
6. Le Comité d'application des mesures de conservation et de gestion de la Commission (dénommé ci-après «COC ») devra être chargé d'examiner les demandes d'accès au statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante et de recommander à la Commission s'il convient ou non de concéder à un aspirant le statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante. Dans cet examen, le COC examinera également l'information relative à l'aspirant disponible auprès d'autres organismes régionaux de gestion des pêcheries (RFMO), ainsi que la soumission des données à la Commission par l'aspirant. Il faudra faire preuve de prudence pour ne pas introduire dans la zone de la Convention la capacité de pêche excédentaire d'autres régions ou des activités de pêche IUU en

accordant le statut de coopérant à un aspirant.

7. Le statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante devra être examiné tous les ans, et renouvelé, à moins qu'il ne soit révoqué par la Commission pour cause de non-respect des mesures de conservation et de gestion de l'ICCAT, y compris la présente Recommandation.
8. La *Recommandation de l'ICCAT sur les critères visant à l'octroi du statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante à l'ICCAT (03-20)* devra être abrogée et remplacée par la présente Recommandation.